mis à un impôt fédéral ou régional visés par les dispositifs de régularisation régionaux et fédéraux.

Toutefois, ni la déclaration-régularisation, ni le paiement des prélèvements, ni l'attestation-régularisation ne produisent d'effets si:

1° les capitaux fiscalement prescrits non scindés régularisés proviennent d'une infraction visée à l'article 505 du Code pénal, sauf lorsque ceux-ci ont été acquis exclusivement par des infractions visées aux articles 449 et 450 du Code des impôts sur les revenus 1992, aux articles 73 et 73bis du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, aux articles 206 et 206bis du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, aux articles 133 et 133bis du Code des droits de succession et aux articles 207 et 207bis du Code des droits et taxes divers;

2° les capitaux fiscalement prescrits non scindés régularisés proviennent d'une infraction visée à l'article 5, § 3 de la loi du 11 janvier 1993 relative à la prévention de l'utilisation du système financier aux fins du blanchiment de capitaux et du financement du terrorisme à l'exception de l'infraction visée à l'article 5, § 3, 1° onzième tiret, de la même loi, et de l'infraction d' "abus de biens sociaux" et d' "abus de confiance", pour autant qu'ils soient régularisés conformément au présent Accord;

3° avant l'introduction de la déclaration-régularisation, le déclarant a été informé par écrit d'actes d'investigation spécifiques en cours par une instance judiciaire belge, par une administration fiscale belge, une institution de sécurité sociale ou un service d'inspection sociale belge ou le SPF Economie;

4° une déclaration-régularisation visée à l'article 1er, 4° a déjà été introduite en faveur du même déclarant depuis la date de l'entrée en vigueur du présent Accord de coopération.

Art. 6. § 1er. Les personnes qui se sont rendues coupables d'infractions visées aux articles 449 et 450 du Code des impôts sur les revenus 1992, aux articles 73 et 73bis du Code de la taxe sur la valeur ajoutée, aux articles 206 et 206bis du Code des droits d'enregistrement, d'hypothèque et de greffe, aux articles 133 et 133bis du Code des droits de succession, aux articles 207 et 207bis du Code des droits et taxes divers, ou d'infractions visées à l'article 505 du Code pénal, dans la mesure où elles visent les avantages patrimoniaux tirés directement des infractions précitées ou les biens et valeurs qui leur ont été substitués ou les revenus de ces avantages investis, ainsi que les personnes qui sont coauteurs ou complices de telles infractions au sens des articles 66 et 67 du Code pénal, sont exonérés de poursuites pénales de ce chef si elles n'ont pas fait l'objet avant la date de l'introduction de la déclaration-régularisation visée à l'article 1er, 4° du présent Accord, d'une information ou d'une instruction judiciaire du chef de ces infractions et si une déclaration-régularisation a été effectuée dans les conditions du présent Accord et si le prélèvement dû en raison de cette déclara-

tion-régularisation a été payé définitivement et sans aucune réserve.

§ 2. Pour toutes les infractions, autres que celles définies dans le § 1er, les personnes visées au § 1er peuvent toujours faire l'objet de poursuites pénales.

Les personnes qui se sont rendues coupables des infractions définies aux articles 193 à 197, 489 à 490bis, 491 et 492bis du Code pénal, à l'article 16 de la loi du 17 juillet 1975 relative à la comptabilité des entreprises, à l'article 12 de l'arrêté royal du 5 octobre 2006 portant certaines mesures relatives au contrôle du transport transfrontalier d'argent liquide, aux différentes dispositions pénales du Code des sociétés, et qui ont été commises en vue de commettre ou de faciliter les infractions définies au § 1er ou qui résultent des infractions définies au § 1er, restent pour ces infractions exonérées de sanction, si elles n'ont pas fait l'objet avant la date de l'introduction de la déclaration-régularisation visée à l'article 1er, 4°, d'une information ou d'une instruction judiciaire du chef de ces infractions et si elles ont payé définitivement et sans aucune réserve le prélèvement dû.

Les dispositions des alinéas 1er et 2 ne sont pas applicables aux coauteurs et complices qui n'ont pas déposé une déclaration-régularisation.

Les dispositions ci-dessus ne portent pas atteinte aux droits de tiers.

§ 3. Les membres du Point de contact et les membres de son personnel, ainsi que les autres fonctionnaires détachés auprès de lui, ne sont pas tenus à l'obligation de dénonciation, prévue à l'article 29 du Code d'inspection criminelle.

Chapitre III. Gestion du service de la régularisation des impôts régionaux et/ou des capitaux fiscalement prescrits non scindés

Art. 7. Les déclarations visées à l'article 1er sont introduites auprès du Point de contact au moyen d'un formulaire de déclaration établi conformément à l'article 1er. Ce formulaire mentionne notamment le nom du déclarant et, le cas échéant, celui de son mandataire, le montant des sommes et des capitaux fiscalement prescrits non scindés déclarés et la date de dépôt de la déclaration.

Les pièces sous-jacentes peuvent être introduites jusqu'à 6 mois après l'introduction des déclarations de régularisation visées à l'article 1er.

Le Point de contact a la possibilité d'examiner les pièces sous-jacentes qui accompagnent les déclarations-régularisation visées à l'article 1er et qui sont relatives aux montants régularisés, eu égard à leurs concordances avec les données de la déclaration-régularisation visée à l'article 1er qui a été introduite.

Les pièces qui sont produites suites à une déclaration-régularisation et qui ne sont pas relatives aux montants régularisés sont censés ne pas faire partie de la déclaration-régularisation et ne peuvent pas être op-

posés par la suite à une instance administrative ou judiciaire ou à un établissement financier national ou étranger.

Les déclarations-régularisations visées à l'article 1er sont accompagnées d'une explication succincte du schéma de fraude, ainsi que de l'ampleur et de l'origine des sommes et des capitaux fiscalement prescrits non scindés régularisés, de la période pendant laquelle ceux-ci sont apparus et des comptes financiers utilisés pour les montants régularisés.

Après réception de la déclaration-régularisation, le Point de contact informe par courrier, le déclarant ou son mandataire de la recevabilité de celle-ci. Le Point de contact fixe dans le même courrier le montant du prélèvement dû en exécution du présent Accord.

Le paiement du prélèvement doit s'opérer définitivement et sans aucune réserve dans les 15 jours calendrier qui suivent la date d'envoi de ce courrier et est définitivement acquis au Trésor.

Au moment de la réception de ce paiement définitif et effectué sans aucune réserve, le Point de contact transmet au déclarant ou à son mandataire, une attestation-régularisation dont le modèle est fixé conformément à l'article 1er, 6°, qui comporte notamment le nom du déclarant et, le cas échéant, celui de son mandataire, le montant du prélèvement, des sommes et des capitaux fiscalement prescrits non scindés régularisés.

Dès que l'attestation-régularisation a été transmise au déclarant ou à son mandataire, le Point de contact informe la Cellule de traitement des informations financières instaurées par la loi du 11 janvier 1993 précitée de la régularisation qui a été conclue et lui envoie une copie de l'attestation-régularisation ainsi que les données visées à l'alinéa 4 à l'exception du schéma de fraude.

Les déclarations-régularisations effectuées auprès du Point de contact sont numérotées et conservées. Le Point de contact tient, en outre, une liste des attestations-régularisation délivrées avec une référence au numéro de la déclaration-régularisation.

Les fonctionnaires et les membres du personnel qui sont actifs au sein du Point de contact sont tenus au secret professionnel visé à l'article 458 du Code pénal.

Ils ne peuvent par ailleurs divulguer les informations recueillies à l'occasion de la déclaration-régularisation à d'autres services du Service public fédéral Finances ou à d'autres Services publics régionaux.

Art. 8. Les déclarations-régularisation visée à l'article 1er du présent accord, le paiement subséquent du prélèvement dû et l'attestation-régularisation visée à l'article 1er concernant des impôts régionaux dont l'autorité fédérale assure le service ou des capitaux fiscalement prescrits non scindés, ne peuvent être utilisés ni par le Service public fédéral Finances ni par les services de la Région wallonne ou de la Région de Bruxelles-Capitale, comme indice ou indication pour effectuer des enquêtes ou des contrôles de nature fiscale, pour déclarer de possibles infractions fiscales ou

pour échanger des renseignements, sauf en ce qui concerne la détermination des prélèvements dus en raison de la déclaration-régularisation et le montant des capitaux régularisés.

Toutefois, le Point de contact communique annuellement au Ministre régional ayant le budget dans ses attributions un rapport reprenant les schémas succincts de fraude relatifs aux impôts régionaux qui ont été communiqués par les déclarants.

Art. 9. Dans les limites des dispositions prévues dans les dispositifs régionaux instaurant un régime de régularisation, l'attestation-régularisation concernant des impôts régionaux dont l'autorité fédérale assure le service peut être utilisée comme moyen de preuve devant les cours et tribunaux, devant les juridictions administratives ainsi qu'à l'encontre de tout service public fédéral ou régional.

Dans les limites de la disposition prévue à l'article 5 du présent Accord, l'attestation-régularisation concernant des capitaux fiscalement prescrits non scindés peut être utilisée comme moyen de preuve devant les cours et tribunaux, devant les juridictions administratives ainsi qu'à l'encontre de tout service public fédéral ou régional.

Chapitre IV. Versement par l'Etat fédéral à la Région wallonne et à la Région de Bruxelles-capitale du montant des prélèvements résultant de la régularisation d'impôts régionaux déterminés et des capitaux fiscalement prescrits non scindés

Art. 10. La partie des prélèvements perçus par le Point de contact afférente à des impôts régionaux localisés en Région wallonne est versée à la Région wallonne au plus tard l'avant-dernier jour ouvrable du mois qui suit le mois de la perception des prélèvements.

La partie des prélèvements perçus par le Point de contact afférente à des impôts régionaux localisés en Région de Bruxelles-Capitale est versée à la Région de Bruxelles-Capitale au plus tard l'avant-dernier jour ouvrable du mois qui suit le mois de la perception des prélèvements.

Art. 11. Les capitaux prescrits non scindés visés par le présent accord de coopération sont les capitaux pour lesquels des impôts de l'autorité fédérale et des impôts régionaux localisés exclusivement dans une Région sont dus.

En ce qui concerne les impôts régionaux, sont réputés être localisés:

a) en Région wallonne, les capitaux prescrits non scindés:

provenant d'une succession lorsque le défunt avait son domicile au moment de son décès en Région Wallonne. Si le défunt a eu son domicile fiscal dans plus d'un endroit en Belgique au cours de la période de cinq ans précédant son décès: la Région Wallonne si le do-

micile fiscal du défunt a été établi le plus longtemps en Région Wallonne au cours de ladite période;

provenant d'opérations sur lesquelles des droits d'enregistrement sur les transmissions à titre onéreux de biens immeubles situés en Région wallonne étaient dûs;

provenant d'opération sur lesquelles des droits d'enregistrement sur la constitution d'une hypothèque étaient dûs lorsque le bien immeuble est situé en Région Wallonne;

provenant d'opérations sur lesquelles des droits d'enregistrement sur les donations entre vifs de biens meubles ou immeubles étaient dûs lorsque le donateur avait son domicile fiscal au moment de la donation en Région wallonne. Si le domicile fiscal du donateur était établi à plusieurs endroits en Belgique au cours de la période de cinq ans précédant la donation: la Région wallonne si le domicile fiscal du donateur a été établi le plus longtemps en Région wallonne au cours de ladite période;

provenant d'opérations sur lesquelles des droits d'enregistrement sur les partages partiels ou totaux de biens immeubles situés en Belgique, les cessions à titre onéreux, entre copropriétaires, de parties indivises de tels biens étaient dûs lorsque le bien immeuble est situé en Région wallonne.

b) en Région de Bruxelles-capitale, les capitaux prescrits non scindés:

provenant d'une succession lorsque le défunt avait son domicile au moment de son décès était en Région de Bruxelles-capitale. Si le défunt a eu son domicile fiscal dans plus d'un endroit en Belgique au cours de la période de cinq ans précédant son décès: la Région de Bruxelles-capitale si le domicile fiscal du défunt a été établi le plus longtemps en Région de Bruxelles-Capitale au cours de ladite période;

provenant d'opérations sur lesquelles des droits d'enregistrement sur les transmissions à titre onéreux de

biens immeubles situés en Région de Bruxelles-Capitale étaient dûs;

provenant d'opérations sur lesquelles des droits d'enregistrement sur la constitution d'une hypothèque étaient dûs lorsque le bien immeuble est situé en Région de Bruxelles-capitale;

provenant d'opérations sur lesquelles des droits d'enregistrement sur les donations entre vifs de biens meubles ou immeubles étaient dûs lorsque le donateur avait son domicile fiscal au moment de la donation en Région de Bruxelles-capitale. Si le domicile fiscal du donateur était établi à plusieurs endroits en Belgique au cours de la période de cinq ans précédant la donation: la Région de Bruxelles-capitale si le domicile fiscal du donateur a été établi le plus longtemps en Région de Bruxelles-capitale au cours de ladite période;

provenant d'opérations sur lesquelles des droits d'enregistrement sur les partages partiels ou totaux de biens immeubles situés en Belgique, les cessions à titre onéreux, entre copropriétaires, de parties indivises de tels biens étaient dûs lorsque le bien immeuble est situé en Région de Bruxelles-capitale.

Le montant du prélèvement perçu conformément au Chapitre II est partagé [à parts égales] entre l'Autorité fédérale et la Région concernée.

Chapitre V. Entrée en vigueur

Art. 12. Le présent accord de coopération est publié au Moniteur belge simultanément avec les différents actes d'approbation par le Service Public Fédéral de la Chancellerie du Premier Ministre, à la demande de la Partie à laquelle le législateur a donné en dernier son approbation à l'accord. Les Parties prendront immédiatement les initiatives requises en ce qui concerne les actes d'approbation.

L'accord entre en vigueur le jour qui suit la publication de l'accord de coopération et des actes d'approbation au Moniteur belge.

DÉCRET DE LA RÉGION WALLONNE DU 1ER JUIN 2017 PORTANT ASSENTIMENT À L'ACCORD DE COOPÉRATION DU 20 FÉVRIER 2017 ENTRE L'ÉTAT FÉDÉRAL, LA RÉGION DE BRUXELLES-CAPITALE ET LA RÉGION WALLONNE RELATIF À LA GESTION DU SERVICE POUR LA RÉGULARISATION DES IMPÔTS RÉGIONAUX ET DES CAPITAUX FISCALEMENT PRESCRITS NON SCINDÉS ET À LA MISE EN PLACE D'UN SYSTÈME DE RÉGULARISATION DES CAPITAUX FISCALEMENT PRESCRITS NON SCINDÉS, INSTAURANT UN RÉGIME DE RÉGULARISATION FISCALE LIMITÉ DANS LE TEMPS ET INSTAURANT DES MESURES CONCERNANT LE TRANSFERT DE LA PROPRIÉTÉ D'UN IMMEUBLE D'UNE SOCIÉTÉ À UN ASSOCIÉ, LA RENONCIATION À L'USUFRUIT SUR UN BIEN IMMEUBLE SUIVIE OU PRÉCÉDÉE PAR UNE DONATION, LES CLAUSES D'ATTRIBUTION DE LA TOTALITÉ DU PATRIMOINE COMMUN OU CLAUSES DE PARTAGE INÉGAL DE CE PATRIMOINE COMMUN, SANS CONDITION DE SURVIE, MIEUX CONNUES SOUS LES TERMES DE "CLAUDE DE LA MAISON MORTUAIRE" ET LA RÉVISION DU MONTANT DES AMENDES (EXTRAIT)

(M.B., 10.07.2017)

Chapitre I. Assentiment à l'accord de coopération du 20 février 2017 entre l'Etat fédéral, la Région de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne relatif à la gestion du service pour la régularisation des impôts régionaux et des capitaux fiscalement prescrits non scindés et à la mise en place d'un système de régularisation des capitaux fiscalement prescrits non scindés

Art. 1. Assentiment est donné à l'accord de coopération du 20 février 2017 entre l'Etat fédéral, la Région de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne relatif à la gestion du service pour la régularisation des impôts régionaux et des capitaux fiscalement prescrits non scindés et à la mise en place d'un système de régularisation des capitaux fiscalement prescrits non scindés, annexé au présent décret.

Chapitre II. Instauration d'un régime de régularisation fiscale limité dans le temps

Art. 2. § 1er. Peuvent faire l'objet d'une déclaration-régularisation visée à l'article 1er, 5°, de l'accord de coopération du 20 février 2017 entre l'Etat fédéral, la Région de Bruxelles-Capitale et la Région wallonne relatif à la gestion du service pour la régularisation des impôts régionaux et des capitaux fiscalement prescrits non scindés et à la mise en place d'un système de régularisation des capitaux fiscalement prescrits non scindés, dénommés ci-après "l'accord de coopération du 20 février 2017":

- les sommes, capitaux ou valeurs mobilières sur lesquels des droits de succession prescrits sont dus dans la mesure où ces sommes, capitaux ou valeurs mobi-

lières font partie de la succession d'un habitant du Royaume ou étaient censés en faire partie pour lesquels la Région wallonne est compétente en vertu des articles 3, 4°, 4, § 1er, et 5, § 2, 4°, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

- les sommes, capitaux ou valeurs mobilières sur lesquels des droits de succession non prescrits sont dus dans la mesure où ces sommes, capitaux ou valeurs mobilières font partie de la succession d'un habitant du Royaume ou sont censés en faire partie pour lesquels la Région wallonne est compétente en vertu des articles 3, 4°, 4, § 1er, et 5, § 2, 4°, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

- les sommes, capitaux ou valeurs mobilières sur lesquels des droits d'enregistrement prescrits sont dus dans la mesure où ces sommes, capitaux ou valeurs mobilières proviennent d'actes pour lesquels la Région wallonne est compétente en vertu des articles 3, 6° à 8°, 4, § 1er, et 5, § 2, 6° à 8°, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions;

- les sommes, capitaux ou valeurs mobilières sur lesquels des droits d'enregistrement non prescrits sont dus dans la mesure où ces sommes, capitaux ou valeurs mobilières proviennent d'actes pour lesquels la Région wallonne est compétente en vertu des articles 3, 6° à 8°, 4, § 1er, et 5, § 2, 6° à 8°, de la loi spéciale du 16 janvier 1989 relative au financement des Communautés et des Régions.

Par dérogation à l'alinéa précédent, doivent faire l'objet d'une déclaration-régularisation, visée à l'article 1er, 5°, de l'accord de coopération du 20 février 2017, les sommes, capitaux ou valeurs mobilières sur lesquels des droits de succession ou des droits d'enregistrement:

1° non prescrits sont dus si cumulativement:

a) les revenus provenant de ces sommes, capitaux ou valeurs mobilières font l'objet d'une régularisation fis-